

Le Japon s'entrouvre à l'immigration internationale

Chourak Mohamed

Au moment où dans le reste de l'Occident, européens et américains débâtent et légifèrent pour stopper et mettre des obstacles devant l'arrivée des étrangers, au Japon, il va tout autrement puisqu'on vient de décider, pour la première fois d'ouvrir les pays à la main d'œuvre étrangère. En effet, le 7 décembre 2018, la Chambre Haute de la Diète japonaise a passé le projet de loi présenté par le gouvernement et relatif à l'acceptation des travailleurs immigrés dans le pays et clore ainsi la procédure législative dudit projet. La loi a été votée à 4 heures du matin après une bataille acharnée de l'opposition qui a utilisé tous les moyens de procédure pour la retarder. Ainsi le Premier Ministre a gagné son pari à faire une brèche dans le glacis de refus de l'immigration suivi jusque-là par le Japon, en inscrivant son nom comme champion de « la troisième ouverture du pays sur l'étranger » depuis la réclusion nipponne décidée par les Tokugawa⁽¹⁾ au milieu du 17ème siècle. C'est un grand tournant dans la politique migratoire nipponne puisque jusqu'à présent seuls les cols blancs notamment ingénieurs, professeurs, médecins, avocats, et ceux ayant des connaissances professionnelles de haute compétence dont le nombre très limités d'ailleurs, étaient autorisés à travailler au Japon.

En effet, le Japon semble réunir tous les ingrédients de ce que les économistes appellent « la bombe démographique à terme » (tableau 1) qui se dessine et qui est

(1) La première ouverture est celle opérée avec l'arrivée du Commodore américain Matthew Perry et plus généralement l'avènement Meiji, la deuxième après la défaite du Japon en 1945 et l'actuelle c'est la troisième..

caractérisée par la chute rapide de la population, l’augmentation des personnes âgées ainsi qu’une stagnation sinon baisse du taux de fertilité. Aussi bien les organisations internationales que des institutions officielles nipponnes prévoient que celles-ci aura des effets négatifs qui pèseront lourdement sur l’économie du pays d’ici 2060. C’est pour parer à cette sombre perspective que le Premier Ministre M. Abe a décidé de « prendre le taureau par les cornes » pour affronter et mettre fin à des années de résistance à l’ouverture des portes de la troisième économie du monde, à l’immigration.

Dans ce qui suit nous allons voir comment le Japon essaie de résoudre cette contradiction se résumant dans la baisse de la population et le refus de recourir aux travailleurs étrangers suivi jusqu’ici en faisant dans un premier temps un survol historique du phénomène migratoire (1) puis nous présentons les récentes tendances économiques et de l’emploi au Japon et les limites de la politique dite « *backdoor immigration policy* » pratiquée jusqu’à présent par les gouvernements Japonais (2)⁽²⁾. Nous évoquons par la suite, la réticence de l’opinion publique vis à vis des étrangers et les débats sur l’immigration (3) puis nous analysons la stratégie d’Abe en matière migratoire et identifions les opportunités offertes à l’économie et à la société nipponnes par cette initiative d’Abe, sans toutefois omettre de soulever les difficultés qui puissent en découler (4).

1. Une présence ancienne mais limitée des étrangers au Japon

A l’instar des autres pays coloniaux, la présence des étrangers au Japon résulte de la

(2) Similaire à la politique européenne sécuritaire de blocage des immigrés préconisée par l’Union européenne à partir des années 1970, voir A. Berramdane et J. Rossetto : Colloque de Tours sur « la politique européenne d’immigration ». Ed. Karthala, Paris, 2009.

politique nipponne de conquête de ses voisins immédiats au début du vingtième siècle et particulièrement de la mobilisation décidée durant la deuxième guerre mondiale. Ceci explique la présence dans le pays d'importantes communautés chinoise, arrivée avant 1900 et puis coréenne venue après 1910. Mais le grand nombre de ces immigrés est amené au Japon durant la deuxième guerre mondiale, souvent sous la contrainte, pour faire tourner les usines en prenant la place des japonais mobilisés sur les différents fronts de guerre, dans le cadre de « la loi sur la mobilisation générale » d'avril 1938, et qui a été appliquée au travail en juillet 1939.

La vieille diaspora immigrée est composée principalement de coréens dont la division de leur pays en deux entités rivales après la guerre, ne leur a pas facilité le retour chez eux après l'indépendance en 1945 et s'installent « définitivement » au Japon. La petite communauté taïwanaise arrivée aussi dans le sillage de la colonisation sera jointe par un grand nombre de nouveaux immigrés surtout de Chinois continentaux entrés au Japon après le lancement de Pékin sur le chemin de la réforme décidée par le leader Deng Xiaoping, surtout après la signature en 1978 du Traité de Paix et d'Amitié sino-japonais.

Un nombre important de ces étrangers a été enrôlé dans la guerre et ceux-ci ont eu leur part des conséquences terribles de ce conflit mondial. De temps à autre les victimes étrangères encore vivantes saisissent la justice nipponne ou celle de leur pays pour solliciter des compensations. C'est ainsi que certains Hibakusha⁽³⁾ (victimes atomisées ou irradiées par la bombe atomique) coréens et chinois continuent de demander de se faire reconnaître en tant que victime de la bombe atomique et de

(3) "Hibakusha of 'Korea's Hiroshima' still press for redress". Sam Kim, Times 28 February 2001 et The Japan Times, August 6, 2016.

bénéficiaire de l’aide médicale et financière japonaise.

La dernière polémique en date entre Séoul et Tokyo relative à ce passé a été déclenchée à propos de la demande de l’inscription par le Japon de certains sites industriels en tant que symboles de « la révolution industrielle Meiji » à l’UNESCO. Séoul s’est opposée à cette requête arguant que, pendant la guerre des coréens et d’autres prisonniers de guerre ont été employés sur ce site contre leur gré ⁽⁴⁾. Parmi les sites mis en cause par Séoul, il y a entre autre, le site de l’île de Hashima ⁽⁵⁾ situé juste en face de la ville de Nagasaki où la société Mitsubishi a procédé à l’extraction de la houille par des coréens contre leur gré. L’acceptation par Tokyo de mentionner sur la plaque à l’entrée du site que ce lieu avait accueilli durant la guerre, des travailleurs coréens contre leur gré, a mis fin à cette polémique. Selon Dr. David Palmer, durant la guerre les sociétés japonaises avaient forcé au total plus de 700 000 coréens à travailler sur leurs sites ⁽⁶⁾.

Ce passé historique a été encore remis à la surface suite aux derniers jugements de la Haute Cour de Justice Coréenne ordonnant aux firmes japonaises, Nippon Steel et Sumitomo Metals, Mitsubishi Heavy Industries et Nachi-Fujikoshi ⁽⁷⁾, le payement de compensations (entre 70 000 et 135 000\$) à des familles sud-coréennes en tant que

(4) La proposition du gouvernement japonais porte sur l’inscription de 27 sites industriels sur la liste de l’héritage du monde de l’UNESCO symbolisant la « révolution industrielle Meiji » dont sept contestés.

(5) Voir la polémique entre Séoul et Tokyo autour de ce site de l’île de Hashima et l’interview par Hwang Seok-Joo and Lee Hyo-seok, d’un survivant coréen de l’île « Korean survivors testify about forced labor on Japan's Hashima Island ». 27 July 2017. english.yonhapnews.co.kr.

(6) Dr. David Palmer « History wars: Japan’s industrial heritage listings fuel controversy over Korean forced labor in WWII ». 20 July 2015, Asian Currents : newsletter of Asian Studies of Association of Australia . asaablog.tumblr.com

dédommagements pour avoir forcé les parents de ces plaignants à travailler dans ces usines pendant la guerre. Ces décisions ont embarrassé Séoul et ont été très mal accueillies et catégoriquement rejetées par Tokyo⁽⁸⁾.

Le rejet des paiements de compensations par ces sociétés mises en cause a tendu davantage les relations nippon-coréennes et relancé la polémique entre Tokyo et Séoul.

Le Chef de diplomatie de Corée du Nord a emboité le pas à Seoul et a prévenu de soulever la question de « plus de 8,4 millions coréens forcés de travailler » sous le régime colonial japonais⁽⁹⁾, à l'occasion des futurs pourparlers avec le Japon, si Tokyo continue d'insister sur la question des séquestrés (des japonais enlevés par Pyongyang dans les années 1970-1980), lors d'une rencontre avec son homologue mongolien.

2. Débat sur l'immigration et la «backdoor immigration policy»

Hormis les « oldcomers »⁽¹⁰⁾ d'avant-guerre, le Japon est parmi l'un des rares pays industrialisés à réaliser sa résurgence économique après la guerre sans recourir à la

(7) Les Jugements rendus contre Nippon Steel et Sumitomo Metals le 29 octobre 2018, Mitsubishi Heavy Industries le 29 novembre 2018 et Nachi-Fujikoshi le 18 janvier 2019.

(8) Le premier ministre a qualifié la décision de la Cour « d'un jugement impossible au regard de la loi internationale ». Son Chef de diplomatie M. Kono a déclaré que « le jugement est complètement inacceptable » et que les questions de compensations ont été totalement et définitivement résolues » par l'Accord Japon-Corée de 1965. La Société visée a qualifié la décision de la Cour de « profondément regrettable ».

(9) www.japantoday.com. 13 January 2019.

(10) La presse utilise les termes anglais de oldcomers et newcomers pour désigner les immigrés arrivés respectivement avant 1945 et ceux débarqués dans les années 1970.

main d’œuvre étrangère. De même le boom économique des années 1960 et la réussite des jeux olympiques de Tokyo ont été accomplis sans s’adresser aux travailleurs immigrés. Mais pour être complet, il faut préciser qu’après sa défaite le Japon a dû rapatrier plus de six millions de colons et de militaires éparpillés sur les territoires occupés et les zones de combats en Asie (Taiwan, Chine, URSS, Philippines…) et qui ont apparemment remplacé les travailleurs décimés par le conflit en permettant ainsi au pays de se remettre au travail sans recourir aux immigrés.

Ainsi la question de l’immigration au Japon ne s’est jamais posée dans les mêmes termes qu’en Occident et le problème ne remonte à la surface qu’occasionnellement et dans le sillage de l’amélioration de la conjoncture économique et l’apparition de la pénurie de la main d’œuvre comme c’était le cas dans les années 1990-2000 ou dans la situation actuelle. D’après le gouvernement, l’économie nipponne aurait marqué en février 2019 sa plus longue période d’expansion d’après-guerre. Généralement la question d’immigration est esquivée, faisant partie des sujets évités en public en raison de sa forte sensibilité sociale et politique.

Cependant avec l’accentuation de la baisse du taux de chômage atteignant des records bas, ces dernières années et qui se traduit par une sévère pénurie de la main d’œuvre, aggravée par une chute démographique qui s’accroît sans horizon de s’améliorer, les sujets tabous d’immigration et de la baisse de population ré-émergent au niveau des médias et du débat politique. Selon les projections de l’Institut National de Population et de Sécurité Sociale, la population du Japon ira en s’amenuisant et à l’horizon 2060 celle-ci ne sera que de deux tiers de son niveau actuel et seulement de moitié en 2080 (Tableau 1).

Tableau 1 : Évolution de la population nipponne 1990 -2100 (Millions)

Années	1990	2000	2005	2010	2020	2030
Population	123,6	126,9	127,8	128,1	124,1	116,6
Années	2040	2050	2060	2070	2080	2100
Population.	107,3	97,1	86,7	75,9	65,9	49,6

Sources: National Institute of Population and Social Security Research. www.stat.go.jp

Le débat autour de cette question migratoire est d'autant plus grave que ce phénomène est devenu un problème mondial avec les crises migratoires en Europe et récemment en Amérique. Il est évident que les conséquences sociales de ces crises migratoires – avec leurs lots de montée du racisme, de la xénophobie et des difficultés politiques - qu'on leur endosse- en Europe et qui sont le menu quotidien des médias au Japon, font peur à la société japonaise, peu en touche avec les étrangers. Il est fort compréhensible donc que l'opinion publique nipponne ne peut percevoir et jauger l'immigration qu'à travers ce prisme médiatique et les images divulguées en provenance d'Europe et/ou d'Amérique et dont l'objectivité, selon le Journal Asahi Shinbun⁽¹¹⁾, est loin d'être assurée.

En réalité, la question ou le débat sur ce sujet semble mal posé, car contrairement aux statistiques et études faites sur la question qui relèvent la persistance du déficit démographique du pays qui appelle en fait un apport permanent- tout au moins à moyen terme- des « immigrés », on note qu'aussi bien l'État que ceux qui y sont impliqués, ne conçoivent la question que comme un élément d'appoint et un phénomène provisoire. Généralement on se cantonne à savoir combien de travailleurs

(11) Le Journal Asahi Shinbun, November 4, 2018, décrit comment certaines Chaines privées de TV relatent d'une manière très biaisée les informations relatives aux étrangers en situation irrégulière.

étrangers temporaires dont on a besoin et pour combien de temps plutôt que de se poser la question fondamentale, en l’occurrence accepter ou non l’immigration sur le long terme pour faire face au déficit démographique annoncé et au vieillissement inexorable de la population.

Différents éléments aussi bien politiques que socio-culturels fort entremêlés caractérisant la politique officielle en ce domaine et qui a trouvé, jusqu’à présent, une échappatoire dans ce que la presse nipponne qualifie de « backdoor immigration policy ». Mais devant la baisse importante du taux de chômage atteignant 2,4% et frôlant presque le plein emploi, cette politique semble atteint ses limites obligeant le très conservateur Premier Ministre M. Abe, à inverser sa position et de penser l’impensable en décidant d’ouvrir son pays aux travailleurs immigrés à partir d’Avril 2019.

3. Les limites de « backdoor immigration policy » ou la fin du « rafistolage migratoire »

Légalement l’immigration est extrêmement limitée au Japon et s’arrête généralement aux partenaires des japonais et japonaises (époux ou épouse) ou à des spécialistes (médecins, professeurs, ingénieurs..) ou encore ceux qui ont des métiers ou des techniques spéciales et que généralement les japonais ne maîtrisent pas. Cependant pour permettre le maintien et la survie de certaines petites industries, on a eu recours à l’importation déguisée des immigrés, en pratiquant ce que la presse qualifie de « backdoor immigration policy». Cette dernière se manifeste par l’appel aux descendants japonais en provenance d’Amérique latine ou à des stagiaires dans le cadre de programme technique pour stagiaires (Technical Intern Trainee Program TITP) ou encore l’emploi massif des étudiants étrangers.

Ainsi et jusqu'à présent, les étudiants constituent une grande bouffée d'oxygène pour les petits services et surtout pour les superettes et qui opèrent souvent en franchise des grandes surfaces. En plus de la vente de produits courants (lait, pain, riz, légumes, viandes...etc.), ces boutiques assurent les services pour les banques, la poste (timbres), les paiements de l'eau et d'électricité... En résumé avec la disparition des boutiques traditionnelles en raison du vieillissement de la population notamment – par manque d'héritiers -, les services et le rôle assurés par ces superettes est donc vital pour les quartiers périphériques des grandes villes, les lieux isolés et les régions éloignées. Mais la plus importante particularité de ces superettes c'est qu'ils ne connaissent pas de congé, puisqu'ils sont ouverts 24/24, 7j/7j et 365 j par an. Cette pratique a été mise en cause pour la première fois durant les négociations salariales Shunto (ou campagne du printemps de 2019) entre syndicats et patronat⁽¹²⁾.

Le secteur du tourisme est un autre domaine où les étudiants sont commodément employés en grand nombre. Actuellement, ce secteur connaît une croissance frénétique en raison de l'augmentation sans précédent du nombre de touristes arrivant au Japon. En 2018, le nombre de ceux-ci a dépassé les 31,2 millions et ce dans le sillage de la politique touristique lancée par le gouvernement depuis 2013. Les préparatifs des olympiades de 2020 à Tokyo est un autre créneau permettant aux étudiants étrangers de travailler comme traducteurs, interprètes et/ou accompagnateurs.

D'après l'Organisation Japonaise de Service pour les Étudiants (JASSO), le nombre

(12) La presse de fin février 2019 rapporte que le syndicat des travailleurs et la Chaîne Seven-Eleven Co qui contrôle les franchises des Convenients Stores (superettes) se sont affrontés à propos de la réduction des horaires d'ouverture « inhumaines » imposées aux salariés et qui traitent la vie des employés. La confrontation s'est soldée au début d'avril dernier, par la démission de M. Toshifumi Suzuki, Président historique du Groupe. Nikkei, April, 4 2019.

d’étudiants étrangers étaient de 267.042 en 2017 (Mai) contre 239.287 en 2016, soit une augmentation de 11,6% dont 107.260 (40,1%) sont des chinois. Et puisque le Japon permet aux étudiants étrangers inscrits de travailler 28 heures par semaine, le nombre de ceux parmi eux bénéficiant de visa de travail a cru de 49% entre 2014 et 2016. Le tableau 2, montre que la distribution de ces étudiants par catégorie se fait en faveur de ceux qui s’inscrivent dans des écoles professionnelles et des écoles de langue japonaise. Ceci montre que ce créneau est utilisé à la fois par de nombreux jeunes asiatiques pour venir travailler au Japon, et en même temps ceux-ci, à leur tour, constituent un moyen très commode pour les secteurs en souffrance de main d’œuvre notamment les restaurants et les supérettes. Renforçant l’idée de l’utilisation de la filière des études pour venir au Japon travailler le fait qu’en 2010, plus de 63% des étudiants étrangers étaient inscrits dans des universités ou des écoles équivalentes, alors que ce chiffre n’était que 47% en 2017. Au contraire la part de ceux qui étaient inscrits dans les écoles professionnelles et de langue japonaise est passée de 35% à plus de 51% sur la même période (Tableau 2).

Tableau 2 : répartition des étudiants étrangers en %

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2015
E. Sup	23,3	24,3	24,5	23,5	21,7	19,9	18,2	17,4
Univ.	41,5	43,5	44,1	41,2	36,8	33,3	31,1	30,0
E.Prof.	15,9	15,6	15,5	14,6	15,9	18,5	21,0	22,0
E.Lang	19,0	15,7	14,9	19,4	24,4	27,0	28,5	29,5

E. Sup: Graduate School;

Univ: University, Junior College, Technical College;

E.Prof: Vocational School;

E.Lang : Japanese Language School.

Source : l’Organisation Japonaise de Service pour les Etudiants (JASSO). www.jasso.go.jp

nippon.com

En fait l'augmentation des étudiants étrangers s'insère dans la politique gouvernementale d'internationaliser davantage les universités et l'enseignement nippons inaugurée à la fin des années 2000s par notamment l'invitation de 300 000 étudiants étrangers au Japon jusqu'en 2020 et aussi par encourager le recrutement des professeurs étrangers dans les universités japonaises⁽¹³⁾.

On peut dire, que même si peut-être, ce n'était ni dans l'intention ni dans les calculs des planificateurs, il n'en demeure pas moins vrai que cette main d'œuvre estudiantine constitue, en période de pénurie, un moyen très commode et parfois vital pour la survie des petites industries et les services en grand manque de force de travail.

Pour alléger le problème de la pénurie d'emplois d'une part et pour ménager la sensibilité des électeurs qui demeurent en majorité opposée à une politique franche d'ouvrir le pays à l'immigration, le gouvernement avait décidé, durant la bulle financière des années 1990-2000 et de la crise de la pénurie de l'emploi qui s'en est suivie, de recourir à l'immigration des Nikkei-jin ou les descendants japonais originaires d'Amérique Latine, essentiellement en provenance du Brésil et du Pérou. On a espéré qu'au moins la barrière de la langue serait alanguie, mais certains avancent que les promoteurs de l'idée visaient également à atténuer le problème « du choc de faciès » de l'immigration et son impact sur l'attitude déjà négative du

(13) Le Premier Ministre Abe a relancé ce programme baptisé "Global University Project" (2014-2023), consistant à accroître la compétitivité de 37 institutions privées et publiques par l'octroi davantage de dons, d'augmentation du nombre de personnel étranger et l'accueil davantage d'étudiants étrangers...

phénomène. En fait, ces immigrés à part le visage, n’ont pas beaucoup de chose en commun avec les japonais : ils ne parlent pas tous le japonais, ayant une culture et des traditions très différentes, alors ils ne sont pas arrivés à s’arrimer et à s’intégrer aisément dans la société nipponne.

Ce mouvement a été interrompu par la crise financière Lehmann Brother qui a atteint de plein fouet le Japon, dont le système financier est très lié à l’Américain, et le marasme était fatal pour cette importante première expérience de l’immigration nipponne. Les immigrés brésiliens et péruviens étaient les premiers à payer le prix de cette crise financière. Ils étaient obligés de plier bagage d’autant que leur situation est extrêmement vulnérable. Ils étaient employés dans des métiers, dits de 3 k (Kitsui, kiken et Kitanaï) ou pénibles, dangereux et salissants, et ne possédant que peu ou pas de qualification. En 2009 le gouvernement a inauguré un programme d’assistance financière aux immigrés en difficultés, surtout brésiliens pour les aider à trouver un autre emploi ou pour rentrer chez eux⁽¹⁴⁾. Certains gouvernements locaux -tel celui de Gifu- eux aussi ont aidé ces immigrés à rentrer chez eux.

Le résultat s’est fait immédiatement senti sur l’évolution de la population de ces immigrés : le nombre de brésiliens d’origine japonaise a chuté de 14,4% entre 2008 et 2009 et celui des péruviens de 3,8% ... Globalement le nombre d’immigrés brésiliens passe de 312 582 personnes en 2008 à 267 456 en 2009 pour se situer à 176 000 en 2016, soit une chute de plus de 43% sur la période.

Toujours fidèle à cette ligne de conduite d’éviter de paraître comme promoteur de l’immigration, et devant l’acuité du marché de travail, l’État japonais va recourir, à

(14) L’aide était de 300 000 yens (environ 3700\$) par personne et 200 000 pour leurs relatifs, Yoshitaka Ishikawa, “Impact of the economic crisis on human mobility in Japan: a preliminary note”. Revue belge de géographie (Belgeo) 3-4/2011.

partir de 1993 aux stages de formation (Technical Intern Trainee Program, TITP), sensés officiellement transférer le savoir-faire japonais aux pays en voie de développement particulièrement asiatiques pourvoyeurs de ces stagiaires. Mais malheureusement ce système est devenu tristement célèbre par les violences, les abus et les irrégularités y compris les fuites de ces stagiaires de leur lieu de travail⁽¹⁵⁾ ... Car les conditions attachées à ces stagiaires sont très sévères: ils bénéficient d'un contrat de trois ans sans possibilité de changer d'employé ni de travail et ils n'ont pas droit d'amener leurs enfants.

L'accentuation de la pénurie de la main d'œuvre notée ces dernières années et les résultats mitigés de la politique d'Abe de charmer les femmes par son initiative dite « Womenomics »⁽¹⁶⁾ et les personnes âgées à rejoindre le marché du travail, sont compensés, à court terme, par un large recours à cette catégorie d'immigrés qui constitue à présent le plus grand contingent de travailleurs étranger dans le pays. Mais à long terme la solution reste à inventer d'autant que les statistiques gouvernementales estiment qu'entre 2017 et 2030 le pays perdra 3,8 millions de travailleurs en raison de l'excédent du nombre de décès sur celui des naissances⁽¹⁷⁾. Eu égard, à la demande très élevée de la main d'œuvre dans le pays, il est aisé d'imaginer que la tentation est grande d'employer les TITP en vue d'équilibrer le marché du travail en souffrance surtout dans les secteurs de service et des petites

(15) Pour la gestion et le contrôle de ce programme surtout pour prévenir et punir les abus, il a été créé en 2017 the Organisation for Technical Intern Training et qui va être renforcée en 2019 par l'augmentation de personnel d'inspection, dans la perspective de l'afflux de nouveaux stagiaires (le Journal :Nikkei March 10, 2019).

(16) Womenomics ou La féminisation de la population active au Japon est programmée par Abe dans la « troisième flèche » de son programme économique ou « Abenomics » initié en 2012 pour extirper le pays de deux décennies de la déflation.

(17) The Japan Times, February 13, 2019.

industries etc...et non dans l’objectif initial du transfert du know-how. Ce qui est en contradiction flagrante avec le principe même de ce programme TITP énoncé en 1993 et qui stipule que « ...le principe fondamental de ce programme c’est que la Formation Technique (technical training) ne sera pas utilisée comme moyen pour ajuster l’offre et la demande de travail » (Art.3, Paragraph 2 of the Technical Intern Training Program 1993)”⁽¹⁸⁾.

Ainsi le nombre de ces nouveaux immigrants a connu une croissance soutenue. Il était de 167.641 enregistrés en 2014, 192.655 en 2015, 228.589 en 2016 et 274 000 en 2017 soit une augmentation de plus de 63 % en l’espace de quatre ans. Bon an mal an, ils représentent plus de 20% de l’ensemble des travailleurs immigrants au Japon comme le montre le tableau ci-après :

Tableau 3 : Part des TITP dans l’ensemble des Travailleurs (Millions et %)

	2014	2015	2016	2017	2018*
Travailleurs	0,79	0,91	1,08	1,28	1,46
TITP	0,17	0,19	0,23	0,27	0,31
%	21,5	20,9	21,3	21,0	21,2

Sources : Japan Statistics Yearbook 2014 et 2017, Chapter 2. www.japan.go.jp

*le Journal Nikkei : March 10, 2019.

Tableau 4. Nombre de résidents étrangers au Japon (en millions)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018*
Résidants	2,03	2,06	2,12	2,23	2,38	2,56	2,50
Trav. Etra.	0,68	0,72	0,79	0,91	1,08	1,28	1,46
%	33,5	35,0	35,9	40,8	45,4	50,0	58,4
% Pop.Tot.	1,59	1,62	1,67	1,76	1,88	2,00	2,00

(18) www.Jitco.or.jp. (Japan International Training Cooperation Organization).

*le Journal Nikkei : March 10, 2019.

Sources : Japan Statistics Yearbook 2014 et 2017, Chapter 2. www.japan.go.jp

Le taux des étrangers qui travaillent sur l'ensemble des résidents est passé de 33% en 2012 à plus de 50% en 2017 et même à 58% en 2018, reflétant l'augmentation de la présence accrue des immigrés mais en même temps, l'aggravation de la demande de l'emploi dans le pays.

La gestion de ce flux migratoire ne va pas sans poser de problème pour les responsables japonais souhaitant faire de ce programme un modèle de coopération et d'échanges humains avec les pays en développement voisins. Cependant, des ONG n'ont pas tardé de relever les défaillances du système et des voix se sont élevées aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger pour le critiquer comme étant un dispositif dissimulé pour importer une main d'œuvre asiatique bon marché et de surcroît exploitée par des petits patrons et des intermédiaires sans scrupule. Les cas de longueur d'heures de travail illégal, de salaires impayés et d'autres mauvais traitements infligés à ces immigrés et même des violences physiques exercées sur eux sont rapportés par les mass médias. « Pour forcer les stagiaires à obéir aux ordres, certains patrons confisquent leurs passeports et leurs livrets bancaires », a déclaré au journal the Japan Times, d'aout 2014, Maître Shingo Moro, membre de l'Association des Avocats de Fukui, et d'ajouter « c'est plus qu'un problème de travail c'est une question de la violation des Droits Humains ».

Le Ministère de la Justice ne dément pas complètement ces allégations en indiquant par exemple dans son rapport de 2017 que 7.089 étrangers employés sous ce système, -qui n'ont pas le droit de changer d'emploi- se sont tout simplement évaporés. Les disparus de leur travail durant cette année-là représentent une augmentation de 40% par rapport à 2016. Dans cette même enquête citée portant sur 5.966 lieux de travail sondés employant les stagiaires étrangers, le ministère note également que 70% des

cas posent problème.

Pour ce qui est des accidents de travail, le ministère indique qu’entre 2014 et 2016, il y avait 22 morts de stagiaires dus aux accidents de travail dont un à cause de « Karoshii » (ou mourir par sur-épuisement de travail). Ceci représente un taux de 3,7 morts pour 100.000 habitants soit plus que le double (1,7) de celui enregistré au niveau national⁽¹⁹⁾.

La culture de l’addiction au travail ou « workaholic » et ses conséquences néfastes sur la vie des travailleurs qui se manifestant sous forme de suicides ou de mort subites des suites de surmenage ou de ce que les japonais appellent le « Karoshi », demeure une éthique très enracinée dans la société nipponne et qui touche les travailleurs étrangers aussi. Après l’avoir ignoré par les entreprises, actuellement le gouvernement reconnaît ce phénomène et en a défini les éléments déterminant cet état de Karoshi et la procédure de compensation des victimes.

A la suite de suicide d’une jeune employée en se jetant du toit très élevé de sa société, le géant de la publicité Dentsu, à la veille de Noël de 2015 des suites de surmenage et le choc que l’accident a produit dans l’opinion publique, le gouvernement a passé une loi⁽²⁰⁾ limitant les heures supplémentaires de travail à 100 heures par mois, tout en excluant son application aux professionnels de haut niveau. Selon certaines critiques, cette loi ne va pas résoudre le problème car elle fixe la limite de travail

(19) www.japantoday.com, January 15, 2018.

(20) La loi dite “La révolution dans la manière du travail du peuple” votée le 29 juin 2018, outre la limite des heures supplémentaires de travail qu’elle fixe, elle préconise « pour un travail égal, un salaire égal » dans le but d’améliorer la situation des travailleurs non permanents qui constituent a présent la majorité de la force du travail au Japon.

supplémentaire à un niveau trop élevé d'autant qu'elle contredit les responsables de la santé qui estiment que la possibilité de mourir de surmenage est grande parmi les gens qui travaillent au-delà de 80 heures supplémentaires par mois. Le livre Blanc sur le Karoshi publié pour la première fois en décembre 2016, va dans le même sens et indique qu'un cinquième des travailleurs risque de mourir de surmenage.

Selon l'opposition la situation des stagiaires étrangers serait détériorée davantage ces dernières années et durant le débat en commission parlementaire sur cette loi de faire appel aux travailleurs étrangers, un représentant du Parti Constitutionnel Démocratique de l'opposition a déclaré que 69 stagiaires sont décédés ou se sont suicidés entre 2015 et 2017. Corroborant cette déclaration, l'Agence d'information Kyodo News du 13 décembre 2018, indique que sur la base de documents officiels, 174 TITP sont morts en 8 ans.

3. Attitude ambivalente des japonais vis à vis de l'immigration

Les sondages d'opinion montrent que l'immigration demeure impopulaire au Japon surtout parmi les personnes âgées. Cette attitude négative qui même si, sous les contraintes économiques objectives, semble ces dernières années s'atténuer, n'en continue pas moins d'être très sensible et entourée d'une grande ambiguïté chez les japonais.

Selon un sondage de 2017 de la chaîne de télévision publique NHK, 51% des sondés souhaitent que le nombre d'étrangers reste à son niveau actuel, alors ce chiffre était de 56% en 1992, soit une évolution positive de cinq points sur la période.

Selon un autre sondage du journal Asahi Shinbun (novembre-décembre 2017), il en ressort que « 90% des sondés affirment que le Japon n'est pas prêt à l'afflux de travailleurs étrangers ». On y lit également que plus de 48% des réponses indiquent

qu’avoir davantage d’étrangers dans leur voisinage aura des effets négatifs alors que seulement 32% disent l’inverse. Et à la question : que pensez-vous de l’ouverture du pays aux étrangers ? La majorité des sondés soit 46% s’y opposent et 44% de réponses y sont favorables.

A l’inverse de ces enquêtes, au lendemain de l’annonce du Premier Ministre Abe de son plan, en juillet 2018, d’accepter les étrangers dans le pays, le sondage mensuel de l’Agence d’information Kyodo News montre que 51,3% des sondés soutiennent cette proposition et 39,5% s’y opposent.

Les raisons invoquées pour refuser les travailleurs immigrés se résument en : le particularisme insulaire du pays (uniqueness), le handicap de la langue et le problème de la détérioration de la sécurité. Quant aux solutions généralement préconisées pour résoudre les problèmes de la pénurie de la main d’œuvre et du vieillissement de la population nipponne, ils font confiance au développement de l’intelligence artificielle et de la robotisation pour remplacer l’homme dans les tâches répétitives… attirer davantage de femmes et de personnes âgées à intégrer le marché du travail entre autre …

D’autres arguments peu communs mais qui commencent à se faire entendre. En effet, certains ne voient pas d’un mauvais œil ce qu’a écrit il y a une quinzaine d’années Sakanaka Hidenori, sur les possibles scénarii du « futur de la politique d’immigration nipponne ». En effet, cet ancien directeur du Bureau de l’Immigration du Ministère de la Justice, a indiqué que la politique migratoire nipponne future a le choix entre deux options: la première option consiste à accepter le déclin démographique naturel du pays et de se préparer à ses conséquences limitatives de la croissance économique et du niveau de vie. Cette option va s’accompagner d’une fermeture hermétique du pays à l’immigration.

Le deuxième scénario dit-il, est de chercher à compenser le déclin naturel de la population nipponne par un recours à l’afflux massif des étrangers pour promouvoir un « Japon dynamique » et maintenir la croissance économique. Le choix de cette option suppose que le Japon doit se préparer à accepter plus de 20 millions d’immigrés durant les 50 ans à venir⁽²¹⁾.

Les partisans de la première option qui acceptent la baisse naturelle de la population du Japon au niveau de 85-90 millions telle qu’elle est annoncée par les projections de l’Institut National de la Population et de la Sécurité Sociale d’ici 2060, pensent qu’à ce niveau de population (équivalent à celle du Japon d’avant-guerre) le pays serait plus gérable qu’à présent. D’autres se plaignent et disent qu’il y a déjà assez d’étrangers au Japon. Ce qui n’est pas étonnant car des études montrent que les gens ont tendance à exagérer le nombre d’étrangers dans leur voisinage et dans leur pays. Ceci est plus flagrant dans les pays qui sont peu ouverts à l’international.

Le nombre des résidents étrangers s’approche de 2,5 millions en 2017, et proportionnellement ce chiffre a enregistré une importante augmentation ces cinq dernières années, en passant de 1,59 % en 2012 de la population totale du Japon à près de 2,0 % en 2017 soit un gain de 0,4 % (tableau.5). D’après les données de l’OCDE, et durant cette dernière année, le Japon était le 4ème pays importateur des immigrés au sein de cette organisation.

Selon le ministère de la Justice japonais l’évolution de cette présence étrangère est passée de 2.121.831 étrangers en 2014 à 2.497.656 en 2018 soit une augmentation de 17,7% en cinq ans. Cette évolution demeure insuffisante eu égard à la baisse démographique et à la demande d’emploi et donc de la croissance économique du pays. En effet, pour couvrir le déclin de la population en âge de travailler, le nombre

(21) Sakanaka Hidenori, “The Future of Japan’s Immigration Policy: a battle diary”, *Asia-Pacific Journal*, Volume 5, issue 4, April 2007. Un résumé traduit par Andrew Taylor et David McNeil.

d’entrées des immigrants devrait être multiplié par deux sur la décennie à venir, ce qu’il serait très difficile à réaliser même avec la nouvelle initiative d’Abe, estime un économiste de Capital Economist, au journal Nikkei⁽²²⁾.

Tableau 5 : Population japonaise et étrangères (1000)

	2014	2015	2016	2017	2018	2030*
Population	127.083	127.095	126.933	125.584	125.210	119.125
Étrangers	2.122	2.232	2.383	2.323	2.498	
%	1,67	1,76	1,88	1,85	2,00	

Sources :

*Projection par (IPSS) Institut National de Recherche sur la Population et la Sécurité Sociale. www.ipss.go.jp

L’attitude ambivalente vis à vis de l’immigration traverse toutes les couches de la société nipponne et surtout celles qui travaillent dans les secteurs et les industries touchées par la pénurie de main d’œuvre. Aussi, le Japon paraît se mouvoir dans une contradiction de refus de l’immigration pour des justifications « socio-culturelles » d’une part et la réalité de l’internationalisation économique qui impose ses lois d’autre part. Cette ambivalence est éloquemment formulée par le patron d’une petite société de construction employant des immigrants vietnamiens en déclarant notamment qu’« avec notre pays qui vieillit, les travailleurs disparaissent. Les appartements ne peuvent plus être bâtis puisqu’il n’y a pas assez de travailleursnous n’avons donc pas de choix que d’admettre les étrangers dans notre pays »⁽²³⁾. Le besoin pressant et la nécessité en main d’œuvre semblent dicté leur loi et l’acceptation des immigrants au pays. Un sondage du journal économique Nikkei⁽²⁴⁾ corrobore cette observation en notant « que 55% des personnes qu’il a interrogées affirment que l’augmentation des

(22) Le Journal Nikkei, November 3, 2018.

(23) Le journal; The Yomiuri Shinbun, April 11, 2018.

(24) Le Journal Nikkei, January 21, 2019.

immigrés est indésirable mais inévitable » et seulement « 27 % de réponses disent que les travailleurs étrangers devraient être bien accueillis (au pays) ».

Quant aux hommes d'affaires confrontés quotidiennement à la rareté des travailleurs, ils souhaitent que le gouvernement aille plus loin dans cette direction et préconisent une vraie politique migratoire à long terme pour soutenir leurs affaires et soulager la baisse démographique du pays. L'un des grands défenseurs de cette option, M. Hiroshi Mikitani, patron de Rakuten, une entreprise d'informatique florissante et Directeur de l'Association de la Nouvelle Économie du Japon (JANE), tout en qualifiant de positif la décision d'Abe et d'aller dans la bonne direction, note toutefois qu'elle n'est pas suffisante. Pour résoudre les deux problèmes de la nation, en l'occurrence le vieillissement de la population et la chute des naissances, Mikitani a, au nom de son Association, présenté en 2018 au gouvernement quatre propositions à savoir la réforme de la sécurité sociale, la promotion de l'économie de partage, la promotion du tourisme et l'ouverture du pays à l'immigration.

4. L'évolution de la position d'Abe en matière migratoire

En fait la décision d'Abe d'ouvrir le Japon aux étrangers, ne peut être séparée de son programme politique de réformer le pays pour affronter les nouvelles réalités politico-économiques du 21ème siècle et dont il s'est fait l'avocat dès son retour au pouvoir en 2012. En effet, avec son slogan de « Japan is Back » qui fait écho en fait aux mêmes refrains fredonnés par les nationalistes néo-libéraux⁽²⁵⁾ sous d'autres cieux en Europe et aux USA, Abe bouge pour déverrouiller un certain nombre de secteurs considérés comme des lourds legs de l'après-guerre et surtout ne répondant pas à

(25) Marine Jeannin, "Populisme au Japon: Shinzo Abe est le François Fillon japonais" une interview du Prof. Xavier Mellet, www.asialyst.com, 5 décembre 2018.

l’évolution contemporaine du Japon.

Ainsi, cet apparatuschik de la préfecture de Yamaguchi au Sud du Japon, fils d’une lignée de samurais modernes de la politique⁽²⁶⁾ au Japon, qui a façonné le pays d’après-guerre, et président de Parti Liberal Démocrate (PLD) au pouvoir, se considère comme gardien de la tradition ancestrale et à cet effet, il est investi d’une certaine mission de « libérer le Japon du système » qui lui a été imposé après la guerre.

En matière migratoire, la question qui taraude Abe et les gestionnaires de l’État au Japon c’est justement comment réconcilier les réalités économiques résultant du vieillissement de la population d’une part et cette perception socio-culturelle et populaire très conservatrice qui freine l’afflux au Japon de la force de travail étrangère et nécessaire au maintien de la croissance de l’économie et de la prospérité du pays. Mais fort de ses soutiens populaire et de celui des hommes d’affaires ainsi que de la division et de la faiblesse de l’opposition, Abe semble allé de l’avant et décidé de ne pas continuer à différer la cruciale question démographique du pays sur les générations politiques futures.

En effet son discours a évolué considérablement en passant d’un net refus de l’immigration après son arrivée au pouvoir à entre-ouvrir en 2017 les portes du pays à certaines catégories d’immigrés puis à ouvrir carrément le Japon aux cols noirs décidé en Juillet 2018 et dont la loi a pris effet avec l’année civile nipponne, commençant en avril 2019.

Au niveau domestique, comment peut-on expliquer ce changement dit « inattendu et même surprenant » d’Abe qui a pris de court, non seulement ses adversaires

(26) Abe a deux membres de sa famille qui ont exercé la fonction de Premier Ministre (son grand-père maternel M. Kishi, et le frère de celui-ci M. Eisako Sato c’est à adire son grand-oncle maternelle) et son père qui était Ministre des Affaires étrangères. Les 2 frères ne portent pas le même nom du fait que le deuxième a adopté le nom de sa femme.

politiques, mais aussi la frange très à droite du Parti Liberal Démocrate (PLD) qu'il dirige et aussi les nationalistes de tous bords dont il puise un soutien vital et permanent. Ne craint-il pas d'aliéner tout ce monde qui lui est fidèle et surtout ses soutiens politiques sûrs ?

Un recul historique sur les déclarations et les actions recueillies çà et là à propos de ce sujet sensible de la politique nipponne peuvent nous éclairer sur l'évolution, ces dernières années, de la position du PLD et de son Président Abe, sur l'immigration.

En effet, le refus de recourir à l'immigration est une constante de la politique nipponne depuis la guerre. Cette attitude était aisée à poursuivre et à maintenir en ligne politique depuis 1955 d'autant qu'à l'exception d'une petite parenthèse en 1992-1993, c'est le Parti Liberal Démocrate (PLD), qui a exercé son hégémonie sur la vie politique nipponne. Cette position inflexible du PLD au pouvoir et des responsables japonais n'a pas changé depuis lors.

Confronté à cette question d'immigration durant la croissance économique de la décennie 2000, l'ancien Premier Ministre conservateur Junichiro Koizumi, a déclaré en 2005, que « si le nombre de travailleurs immigrés dépasse une certaine limite, ils sont voués à provoquer des dissensions et des conflits. Il est nécessaire de prendre des mesures pour prévenir cette situation et ne considérer cela que dans la limite du nécessaire. Ce n'est pas parce qu'il y a une pénurie de la main d'œuvre qu'il faut permettre aux immigrés d'entrer au pays »⁽²⁷⁾. A l'époque l'attention des responsables japonais, avait d'autres chats à fouetter, et n'était pas encore entièrement tournée sur le sérieux problème de la chute de la démographie, qui ne commence à s'imposer comme sujet prépondérant du débat public qu'un peu plus tard.

Son successeur Abe, sensible aux risques politiques que comporte cette question

(27) "Japanese Immigration Policy: Responding to Conflicting Pressures" November 1, 2006, By Chikako Kashiwazaki, Tsuneo Akaha. www.migrationpolicy.org

semble apparemment épousé - tout au moins au début de son retour au pouvoir en 2012⁽²⁸⁾ - le même discours conservateur, en déclarant, le 29 septembre 2015 à New York, en réponse aux journalistes qui le pressent sur le pourquoi du refus japonais d’accepter des réfugiés que: «je dirais qu’avant d’accepter des immigrants ou des réfugiés, nous avons besoin de plus d’activités pour les femmes, les personnes âgées et nous devons élever notre taux de natalité. Il y a beaucoup de choses que nous devrions faire avant d’accepter des immigrants »⁽²⁹⁾. Bien entendu, ce discours renvoie à son vaste programme de réformes économiques, Abenomics qu’il venait à peine de lancer en 2013 et sur lequel il a fondé de gros espoirs pour redresser l’économie japonaise engluée dans la déflation.

Avec son initiative d’accepter les travailleurs immigrés, il est permis de se demander, a posteriori, sur l’interprétation et le sens à donner à sa déclaration de New York quand il dit « il y a beaucoup de choses que nous devrions faire avant d’accepter les immigrés!». Car il est connu le fait que les politiciens japonais et les japonais en général, évitent d’affronter directement les sujets délicats ou à problèmes. Et avant de traiter ce genre de sujets gênants, les japonais font en sorte d’arrondir les angles, sinon ils préfèrent carrément les esquiver.

Dans cette logique en fait, que voulait-il dire et qu’il était le message qu’il voulait faire passer à ses compatriotes? Voulait-il aplanir les divergences au sein de son parti avant de s’engager dans une politique migratoire qu’il sait inévitable à moyen terme pour la survie de son pays aussi bien économiquement qu’en terme de sa place dans

(28) M. Abe a été élu la première fois en 2007 à la tête du Gouvernement Japonais, mais 9 mois plus tard, il démissionne pour raison de santé. Il sera réélu en 2012, et actuellement avec sa réélection à la tête du PLD en septembre 2018 et donc du Gouvernement, il réalise ainsi le plus long mandat en tant que Chef de Gouvernement depuis la guerre.

(29) Julien Durandau, Université Catholique de l’Ouest, www.conflictualitemediation.wordpress.com, 11.10.2015

le monde? Mais c'est une politique dont il est également bien conscient qu'elle pourrait être, à court terme, très coûteuse pour sa survie politique interne?

Autrement dit : qui fait courir M. Abe ? des raisons économiques sans doute ; des raisons politiques sont aussi à prendre en compte dans le calcul de M. Abe. Les considérations stratégiques constituent aussi une motivation importante, car les choses telles qu'elles évoluent actuellement autour du Japon, avec l'offensive politique et stratégique chinoise, les difficultés russes et la montée de l'Inde dans la région, risquent de le larguer davantage dans le bas de l'échelle de l'ordre de décisions en matière de relations internationales. D'autant que l'exemple de son voisin du nord en l'occurrence la Russie et la dégradation de son statut au niveau international, est bien vivant pour lui rappeler et à ses collègues du PLD, la réalité internationale et le sort qui les attendent s'ils ne s'assurent pas leur position dans le monde.

Mais en homme d'expérience et pour ne pas choquer la sensibilité de son opinion publique, qui demeure généralement peu enthousiaste, le moins que l'on puisse dire, à l'afflux des immigrants dans le pays, Abe semble procédé lentement et par dose acceptable. En effet et jusqu'à sa première reconduction à la tête du PLD et de Chef de gouvernement en 2017⁽³⁰⁾ M. Abe a fermé les yeux sur cette question de l'immigration et a continué la tactique de rafistolage pratiquée jusqu'alors en la matière pour soulager la pénurie de la demande de la main d'œuvre qui pourtant se fait de plus en plus pressante. Le but recherché est apparemment un grignotage

(30) Le Premier Ministre au Japon est élu par la Diète et généralement c'est le Chef du Premier Parti dans cette instance qui assure la primature. Or l'alternance à la tête du LDP est fixée à trois ans (avec un maximum de 2 mandats consécutifs) ce qui fait que le Premier Ministre peut changer sans le changement du parti qui gouverne. Pour permettre à Abe de continuer en tant que Premier Ministre, le Parti (qu'il préside) a modifié cette règle d'élection et l'a reconduit exceptionnellement pour un 3ème mandat à la tête du Parti le 20 septembre 2018.

systématique et graduel⁽³¹⁾ de l’opinion publique pour l’orienter dans un sens de modérer son appréhension vis à vis de l’immigration. En fait le souci est d’amener les japonais à s’habituer et intérioriser la présence des étrangers dans leur environnement et dans leur pays et les tolérer.

En fait, cette stratégie publique -intentionnellement ou non- peut être tracée dès 2013 avec la mise du Japon sur le tourisme en tant que l’un des piliers de sa stratégie de croissance économique et l’une des composantes de la revitalisation régionale prônée par Abe. Il a été décidé un renforcement important du programme touristique en pariant notamment sur un doublement pour dépasser les 30 millions du nombre de visiteurs étrangers à l’horizon 2030. Puis en raison d’une croissance importante de touristes étrangers, en juin 2014, l’objectif a été porté à 40 millions de voyageurs en 2020. Les conditions d’octroi de visas ont été assouplies pour faciliter l’entrée au pays des classes au revenu moyen et permettant à de larges secteurs de population des pays asiatiques, notamment chinoise, jusque-là exclues matériellement, de découvrir le charme du Japon. Durant 2015, pour la première fois, le nombre de visiteurs étrangers au Japon (19,7 millions) dépasse celui des japonais voyageant à l’étranger (16,2 millions). Parallèlement, l’amélioration de cette activité touristique a permis l’augmentation des « immigrés » étrangers, surtout des étudiants, pour répondre aux besoins, en interprètes, accompagnateurs etc.. créés par cet afflux de touristes.

L’afflux des touristes dont le nombre a dépassé 31,2 millions de personnes en 2018 soit un quart de la population, dans un pays jusque-là peu ouvert à l’international et où l’étranger était considéré plutôt comme un élément de décoration⁽³²⁾, va avoir un

(31) M. Chourak « Vers le changement de la constitution pacifique du Japon », Revue Politique et Parlementaire, juillet 2018. Paris.

(32) Les différentes chaînes de télévision privées exploitent admirablement ce créneau pour augmenter leur audience en proposant des émissions sur l’étranger et les étrangers vivant au Japon....

effet tangible sur la réceptivité de l'opinion publique nipponne vis à vis de l'étranger.

Tableau 6 : Effectifs de touristes (millions), les recettes touristiques (Trillions de yen), et les Dépenses (1000 yens).

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2020	2030
Nb. T*	9,17	11,25	14,15	19,69	23,22	27,42	40	60
Recet. T**	1,1	1,5	2,1	2,8	3,7	4,4	8,0	15,0
Dep/ Pers.	130,0	137,0	151,1	176,2	155,9	154,0		

*Pour les projections 2020, 2030 sont tirées des Projection par (IPSS) Institut National de Recherche sur la Population et la Sécurité Sociale.

**Recettes touristiques et celles relatives à 2013 et 2014 sont tirées de Japan National Tourism Office databook 2017.

Sources : www.japan.go.jp ; www.statistics.jnto.go.jp

Bien entendu, cet accroissement du nombre de visiteurs étrangers s'accompagne des recettes touristiques non négligeables pour un pays qui n'a pas de traditions touristiques. Les retombées financières constituant une soupape importante pour les programmes d'Abe et un élément positif pour la reprise de l'économie. Entre 2012 et 2017, les recettes touristiques ont quadruplé passant de 1,1 trillion yen (environ 9 milliards Dollars) à 4,4 trillions yen et le gouvernement table sur 8 trillions en 2020 et 15 trillions en 2030. Selon l'Agence de Tourisme du Japon, le pays est une destination privilégiée pour le shopping qui représente 40% de la consommation totale des étrangers au Japon en 2016. La dépense par touriste a connu une augmentation appréciable en passant de 130 000 à 154 000 yens soit 17,7% sur la période 2012-2017.

Il est évident que plus on a d'opportunités d'interaction avec les étrangers plus la réceptivité est grande. Et apparemment même si l'afflux des touristes soulève des questions quant à certains de ses aspects négatifs (les mauvais comportements de

ceux-ci, les misérables manières de certains parmi eux, le bruit, la saleté...»⁽³³⁾, il a toutefois permis aux japonais de s’habituer à la présence des étrangers et a facilité ainsi le travail de persuasion et de grignotage des politiciens.

D’après l’économiste Tomoya Suzuki de Nissei Life Insurance : « le changement du regard des japonais vis à vis des non japonais a permis de baliser le chemin pour la législation de décembre (2018) d’accepter davantage de travailleurs immigrés »⁽³⁴⁾.

En fait, le premier pas dans la normalisation de l’immigration a été franchi en juin 2018, lorsque Abe a annoncé sa nouvelle décision d’accepter 350 000 nouveaux travailleurs étrangers non-qualifiés dans le pays jusqu’en 2025 et devient le promoteur de la 3eme ouverture du pays sur le monde.

La nouvelle loi élargit le domaine de l’intervention des étrangers à 14 métiers et classe les nouveaux arrivants en deux catégories : ceux qui occupent des emplois spécifiques et qui sont autorisés à amener leur famille et dont le contrat puisse être renouvelé à plusieurs reprises et les autres, en l’occurrence les cols bleus qui constituent le gros contingent d’immigrés, viendra pour travailler, pour un temps limité (5ans) dans les secteurs en manque grave de main d’œuvre et notamment l’agriculture, la construction,et n’auront pas droit d’amener leur famille. En outre cette loi réhabilite l’idée de Sakanaka Hidenori, qui dès 2005 avait préconisé la création d’une « Agence d’Immigration et de Résidents Étrangers » indépendante du ministère de la justice pour l’accueil et la gestion de l’afflux des immigrés⁽³⁵⁾.

Cette décision apparait comme un changement radical de direction dans la politique

(33) Certaines attractions et lieux (temples et même des grands nomiya-san échoppes à manger et boire) commencent à refuser les touristes étrangers de groupe en raison de mauvaises manières montrées par certains parmi eux et qui dissuadent les japonais de s’y rendre (temples au Sud du Japon). Le Journal the Asahi, March 5, 2019 et The Telegraph, March 7, 2019.

(34) The NLI Research Institute, un Think Tank filiale de la firme « Nissei life insurance ». US new world Report, January 23, 2019.

(35) Elle est lancée le 1er Avril 2019 sous le nom de l’Agence des Services de l’Immigration.

d'Abe, mais en fait elle ne fait que confirmer sa vraie stratégie en matière migratoire. Les nouvelles régulations de ce programme vont faciliter les conditions liées à la maîtrise de la langue pour les travailleurs des secteurs de la construction, l'agriculture, les centres de soin pour les personnes âgées et autres industries qui souffrent de la pénurie de la main d'œuvre. D'autant que d'autres pays développés d'Asie (Corée, Singapour, Taiwan, Hong Kong.) et la Chine connaissent les mêmes problèmes démographiques et certains parmi eux se sont déjà lancés pour charmer les immigrés et les cerveaux en vue de se préparer aux grandes évolutions et/ou révolutions internationales en cours en matière de la robotisation, de l'intelligence artificielle, des communications... La Corée du Sud, avait procédé dès 2003 à la réforme de sa politique migratoire l'ouvrant davantage sur l'accueil des travailleurs migrants sur son territoire. Fort par ses réalisations économiques et le maintien de sa popularité qui demeure élevée, le Premier ministre n'a pas peur des tabous et n'hésite pas à déclarer « libérons nous de la pensée conventionnelle... je créerai un Japon qui peut attirer les grands talents de par le monde », car il sait que son pays n'est pas le seul sur le marché et la concurrence pour l'attraction des cerveaux est rude.

5. La pression de la pénurie de la main d'œuvre et la voie d'une politique migratoire.

Le dilemme du Premier Ministre Abe c'est qu'il est cloué entre d'une part, une pression grandissante de la demande de travailleurs provenant des secteurs et des industries très touchées par la pénurie de la main d'œuvre et d'autre part, la réticence de la frange politique conservatrice de son parti et surtout de l'hésitation vis à vis de l'immigration d'un large segment de la société nipponne. D'autant que les efforts et les mesures politiques prises ne semblent pas produire les effets escomptés ou plutôt elles n'ont pas pu endiguer cette pression.

Les facteurs extérieurs, en l’occurrence les problèmes posés par l’afflux des immigrés et des réfugiés en Europe ces dernières années ont réconforté, dans une certaine mesure, la position de ceux qui refusent les immigrés et limitent la marge de manœuvre du gouvernement japonais. Et l’échappatoire trouvée naguère dans la « backdoor immigration policy » ou d’autres moyens politiques dissimulés d’amener des immigrés, semblent atteindre leur limite, face à la forte pénurie de la main d’œuvre.

En septembre 2018, le ratio des personnes à la recherche d’emploi par rapport aux opportunités offertes a atteint 1,64, autrement dit il y avait 164 emplois offerts pour 100 demandes seulement, c’est le niveau le plus élevé jamais enregistré depuis les olympiades de Tokyo en 1964⁽³⁶⁾ ; ces chiffres se traduisent par un taux de chômage de 2,4%, frôlant presque le plein emploi. Parallèlement, le rapport économique mensuel de janvier 2019, indique que l’économie du pays a enregistré sa plus longue phase de reprise depuis la guerre en marquant son 74eme mois de croissance consécutifs.

Face à ce constat fort contrasté de bonnes performances économiques et l’avalanche des études et des projections⁽³⁷⁾ alarmantes sur le futur démographique du pays avec la forte baisse prévisible de la population nipponne⁽³⁸⁾, il est revenu au conservateur

(36) Le Journal: Nekkei, January 1st 2019: “Abe to Asia: Give us your young, your skilled, your eager workers..” .

(37) Mainichi, January 15th, 2019, rapporte qu’une projection réalisée par le Ministère du Travail sur l’effectif des travailleurs japonais en 2040, indiquant que celui-ci chutera de 20% passant de 65,3 en 2017 à 52,45 en 2040. Le rapport appelle à davantage de mesures pour booster l’emploi, de la promotion de l’Intelligence Artificielle .. …

(38) Quant aux projections démographiques du gouvernement japonais publiées en juin 2016, par l’Institut National pour la Recherche sur la Population et la Sécurité Sociale, elles tablent sur une population de 110,9 millions en 2040 et 88,1 millions en 2065. Quant aux projections 2017, de Pew Research Center, elles tablent sur une population japonaise de 100 millions d’habitants en 2050.

Premier ministre Abe, d'entreprendre ce qui était jusque-là impensable et de reverser la politique migratoire en décidant d'ouvrir, pour la première fois, le Japon devant les travailleurs immigrés à partir d'Avril 2019. Cette décision a surpris toute la classe politique autour de lui, d'autant qu'elle venait d'un responsable qui jusque-là évitait même de prononcer le mot immigration ou « imin » en japonais.

Rapidement, sans fanfare et sans fournir beaucoup de détails sur le plan proposé, en dépit d'une forte résistance de l'opposition, la loi a été votée en début de décembre 2018, ouvrant le pays, à l'accueil de plus de 345 000 immigrés d'ici 2025 en provenance particulièrement des pays voisins⁽³⁹⁾.

Pour « rendre au Japon sa grandeur »⁽⁴⁰⁾ Abe n'a pas hésité de faire taire ceux qui s'opposent à lui au sein du PLD et il n'a pas peur non plus de briser certains tabous politiques et sociaux. Ainsi va-t-il décider entre autre de mettre fin à l'attitude passive suivie jusque-là dans le domaine démographique et de la baisse de la population qui s'aggrave d'année en année. Cependant pour faire passer son plan auprès du public sans trop de bruit, le Premier Ministre continue d'affirmer, urbi et orbi, que son initiative n'est pas une politique d'immigration, sous-entendu que les nouveaux immigrés ne vont pas s'installer d'une manière permanente et définitive au Japon. Le discours qui est destiné plutôt à la consommation interne, s'insère bien dans sa conduite pragmatisme et sa volonté de mettre fin à des années de résistance à l'ouverture de la troisième économie du monde en pleine expansion, au flux migratoire. Bien évidemment, la conjonction de la pénurie de la main d'œuvre et du vieillissement rapide de la population qui s'est accentuée ces dernières années, pénalisant lourdement la population active jeune d'une part et les fortes pressions des

(39) La presse rapporte que les premiers contrats ont été signés avec le Cambodge, les Philippines, l'Indonésie...

(40) Le Monde du 20 Octobre 2017, «Shinzo Abe, le révisionnisme en héritage». <http://www.lemonde.fr/international>.

organisations patronales étouffées par la carence du marché de l’emploi d’autre part, ont exercé une grande influence dans cette évolution de l’ouverture du pays à l’immigration et poussé le gouvernement Abe à agir.

Dans un premier temps, on va inciter les entreprises à développer la robotisation et l’intelligence artificielle dans l’industrie et les services, puis à partir de 2013 dans le cadre de son plan « Abenomix »⁽⁴¹⁾ Abe va encourager l’augmentation du taux de fécondité par femme⁽⁴²⁾ tout en poussant la gent féminine et les personnes âgées à intégrer le marché du travail. Il est à noter que la place de l’immigration était le plus grand absent de cet ambitieux plan de réforme, que cette dernière initiative d’ouvrir le pays aux étrangers vient apparemment corriger et compléter.

Car aussi bien les experts et les rapports des Nations Unies ont à maintes reprises attiré l’attention sur le futur foncé de la situation démographique du pays avec son entrée inexorable dans « l’hiver démographique » devait noter Jean-François Dumont⁽⁴³⁾, et les conséquences incalculables de la non action de l’État sur le futur socio-économique du pays. Car apparemment obnubilés par leur succès économique formidable et/ou prisonniers d’une forte perception d’homogénéité ethnique et culturelle, qui le moins que l’on puisse dire qu’elle est fort douteuse⁽⁴⁴⁾, les décideurs nippons ont tendance à se cantonner dans « une attitude passive et égoïste vis à vis de

(41) Abenomix programme de réformes en « trois flèches » pour extirper l’économie nipponne de ses deux décennies de déflation. Le chapitre relatif à l’augmentation de la fécondité est prévu dans la troisième flèche du programme.

(42) En 2017, le taux de fécondité au Japon était de 1,4 (enfant par femme), le deuxième le plus faible au monde après celui de la Corée du Sud. En 2018, ce taux s’est détérioré davantage et se situe actuellement à 1,21 enfant par femme.

(43) Définit comme une fécondité nettement et durablement en dessous de seuil de remplacement des générations et caractérisée par la chute de nombre de naissances et de la population dans son ensemble mais avec un accroissement des personnes âgées. Gérard- François Dumont, « Japon : les enjeux géopolitiques d’un soleil démographique couchant ». 21 janvier 2017. www.diploweb.com

ce problème crucial », devait noter l'ancien Ambassadeur Britannique au Japon M. Hugh Cortazi⁽⁴⁵⁾. Pour les raisons de cette perception forte ancrée et bien intériorisée, les japonais demeurent très prudents à ouvrir leur pays aux travailleurs étrangers et par-delà réticents au « brassage » racial. Bien entendu, cette attitude est actuellement renforcée et justifiée par les problèmes et les débats que l'arrivée des réfugiés et des immigrés en Europe ne cessent d'alimenter.

Cependant d'aucuns se demandent si, à force de mettre trop l'accent sur un nationalisme dissimulé en la protection de la cohésion sociale et de la défense de la sécurité publique, ne risque-t-on pas d'aliéner les facteurs économiques objectifs qui sont à la base du développement économique et du bien-être social ? d'autant que le système international qu'Abe défend en tant que leader de facto du monde libre⁽⁴⁶⁾ et tel que ce système fonctionne, à présent, se situe aux antipodes de ce genre de comportements nationalistes, isolationnistes et s'opposant au multilatéralisme.

A rappeler qu'Abe s'est fait grand avocat de l'Accord de Partenariat Transpacifique (ou TPP) et après le retrait américain, « il a pris le leadership du TPP à 11 (membres) »⁽⁴⁷⁾ justement pour combattre les tendances « nationalistes » apparues dans le système

(44) Le Journal The Aasahi Shinbun, 1st February, 2019 signale que le Japon vient d'admettre que les Aïnous constituent un peuple indigène de l'archipel et de reconnaître certains de leurs droits. Il indique que cette action est due à la pression internationale mais elle s'insère aussi dans le programme gouvernemental de doubler le nombre de touristes pour atteindre 40 millions durant les olympiques de Tokyo de 2020.

(45) L'Ambassadeur Hugh Cortazzi a servi à Tokyo entre 1980 et 1984, The Japan Times, November 19, 2015.

(46) Il est de noter qu'Abe est actuellement le leader de fait du monde libre en l'absence ou du retrait des autres leaders (Trump avec son America First et l'abandon du TTP), la défaite et le départ bientôt de Merkel de la politique, le problème Macron avec les gilets jaunes ... face à la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping. En plus il est le leader occidental qui est le plus long dans son poste (excepté Merkel qui devait partir à la fin de l'année).

(47) Diplomatic Blue Book 2018, p.13, publié par le Ministère des Affaires Étrangères du Japon.

international et exacerbées par les actions du Président Trump et son slogan « America First ».

6. Conclusion : les différents autres chantiers d’Abe.

Loin de l’image effacée à laquelle nous ont habitués les dirigeants nippons, le Premier Ministre Abe, est au contraire très actif au niveau de la politique internationale. Naguère, généralement coincée par les intrigues internes de leur parti, les politiciens japonais du PLD, se tournent délibérément vers la politique domestique pour assurer leur maintien au pouvoir. Cependant avec Abe, qui a pu mettre sous ses ailes le Parti, la situation a changé. Et la politique étrangère fait partie des cartes qu’il utilise pour embellir son image interne.

Ayant bien assimilé les leçons des erreurs de l’échec de sa première administration de 2007, Abe depuis son retour au pouvoir en 2012, mène des politiques limitées et plus ciblées avec des objectifs claires et faciles à faire comprendre et à passer auprès du public⁽⁴⁸⁾. A cet égard, il a inauguré une politique de proximité au niveau domestique fort soignée grâce notamment aux réseaux sociaux et aux médias. Tout le monde se rappelle de la fracassante entrée du Premier Ministre Abe -qui est généralement décrit comme quelqu’un de terne et même d’arrogant- déguisé en Super Mario pour recevoir du Brésil la flamme olympique pour les olympiades de 2020 à Tokyo et qui lui a valu de nombreux commentaires élogieux sur les réseaux sociaux. Au niveau économique il prône une stratégie très volontariste centrée sur ce qu’il appelle « Trois Flèches », ensemble de mesures économiques (Abenomics), pour endiguer la déflation. Et en

(48) Takenaka Harukata, “Reforms and Results: A Look at Abe’s Staying Power as Prime Minister” , www.nippon.com. December 26, 2018.

matière de relations internationales du pays, le Premier ministre n'a pas arrêté de sillonner les capitales du monde, activisme faisant de lui le chef du gouvernement nippon qui a voyagé le plus dans l'histoire moderne du pays. D'après les Livres Bleus de la diplomatie nipponne M. Abe s'est rendu en visite dans 63 pays et régions en 2015, 66 en 2016 et 76 en 2017.

Ainsi malgré les réticences de ses interlocuteurs, Abe essaie sans relâche d'ouvrir les canaux de communication dans les relations avec ses difficiles voisins, en l'occurrence, chinois, russes et sud-coréens⁽⁴⁹⁾. L'offensive politique d'Abe et surtout sa ténacité apparaît illimitée. Ainsi pour résoudre la question des Iles du Nord (pour Tokyo) ou les Kouriles pour les russes, qui bloquent les deux pays de signer l'accord de paix pour mettre formellement fin à la deuxième guerre mondiale entre les deux voisins, Abe a rencontré le Président Poutine pas moins de 26 fois depuis 2012 (la dernière au G20 à Osaka en fin Juin 2019).

Depuis son retour au pouvoir en 2012, et s'inspirant d'un autre puissant samouraï, en l'occurrence l'ancien premier ministre Koizumi⁽⁵⁰⁾ qui n'a pas hésité à réformer le PLD pour réduire le pouvoir des factions (en augmentant celui de son Président) et a dénationaliser la Poste, Abe a pu faire sauter de nombreux verrous considérés jusque-là comme des tabous et des lignes rouges infranchissables par des politiciens nippons soucieux de garder leur pouvoir.

Les secteurs de l'agriculture et notamment celui du marché du riz et leurs fort lobby qui ont retardé le pays de signer les accords de libre échange (FTA) avec ses partenaires et qui faisaient entrave à la signature de l'accord du Transpacifique

(49) Avec Pyongyang et après avoir prêché une position d'isolement de ce régime, il ne cesse à présent de dire qu'il est prêt à rencontrer le leader Kim Jun Il pour un face à face.

(50) Tous les deux appartiennent à la même Faction du PLD, aussi, Abe devait-il travailler en tant que Chef -Adjoint du Secrétariat du Premier Ministre Koizumi, lorsque ce dernier devient chef du gouvernement.

Partnership (TPP) a été arraché par Abe et voté par la Diète à la veille même de l’arrivée du Président Trump au pouvoir. A cet égard, il était le premier dignitaire étranger à rencontrer Trump après son inauguration à la Maison Blanche justement pour l’exhorter à ne pas quitter le TPP. Cependant « frustré » par la nouvelle politique isolationniste américaine, Abe devait réaliser l’impensable en décidant de conduire le nouveau CPTTP à 11 membres (ou Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership) sans les USA et dont l’accord est entré en vigueur le 30 décembre 2018.

La politique migratoire et le refus de l’immigration est un autre tabou qu’il a décidé de démanteler en dépit de la réticence de l’opinion publique et des éléments de la faction droitiste de son PLD, dont il fait partie. L’analyse du cheminement de la position d’Abe sur ce sujet, montre que contrairement aux apparences, celui-ci semble avoir bien préparé l’opinion publique à cet effet. Cependant dans la démarche empruntée pour l’accueil des immigrés au Japon, certains critiques n’ont pas manqué de relever sa ressemblance avec la méthode expérimentée en Allemagne dans les années 1950 avec les « *gastarbeiters* ». Et on se demande s’il ne faut pas attendre 50 ans, à l’instar de ce qui s’est passé dans ce pays, pour enfin décider d’avoir une vraie politique migratoire⁽⁵¹⁾ ? devait s’interroger le sociologue Akihito Koido.

En effet, refuser jusqu’à présent de qualifier de politique migratoire l’appel des travailleurs immigrés pour aider le pays à continuer son expansion économique, en parlant plutôt d’invités étrangers, et ignorer l’expérience allemande en ce domaine ne risque-t-on pas de faire les mêmes erreurs qu’en Allemagne, ce qui va se traduire maladroitement pour le pays par une perte d’énergie, de temps et un obscurcissement de vision et de perspective migratoire à long terme ?

Quant à la gestion de l’afflux des immigrés, les concernés et responsables des villes et

(51) The Japan Times, October 31, 2018.

villages souffrant fortement de pénurie de main d'œuvre et sensés accueillir les immigrés se sont plaints du manque de l'engagement de la part de l'État en transférant sur eux la gestion et le fardeau financier qui découle de l'opération. Ils demandent l'aide financière de l'état pour accueillir et intégrer les nouveaux immigrés.

Certaines autres critiques avancent que cette nouvelle loi migratoire est faiblement préparée et le gouvernement, en vue des échéances politiques futures, ne s'est pas donné le temps suffisant pour sa discussion d'autant que les programmes migratoires en cours (TIPP) connaissent de nombreux problèmes et entachés notamment des violences, des abus et des irrégularités, et qui se sont soldés parfois par des décès et des suicides ternissant l'image du Japon à l'extérieur.

Dans son programme de réforme, M. Abe a un autre « tabou » beaucoup plus problématique qu'il veut déverrouiller en l'occurrence le changement de l'article 9 de la constitution et la reconnaissance des forces de défense. Lors de la 86eme Convention de son Parti au début de 2019, Abe a réitéré encore son vœu de modifier la constitution en déclarant notamment : « finalement c'est le moment de travailler dans le but de la révision constitutionnelle, qui a été notre plus cher vœux depuis l'établissement du Parti (en 1955)⁽⁵²⁾ ». Même si la question est difficile en raison de la réticence de nombreux japonais qui continuent de chérir l'esprit de pacifisme de la constitution, il apparait qu'Abe ait décidé de réaliser son plan. La seule entrave est la perte de son parti et de son allié, le parti Komeito, des élections de juillet relatives au renouvellement de la moitié du Senat, le privant ainsi de la majorité dont il dispose actuellement dans cette Chambre et qui est nécessaire a toute modification de la constitution.

Au niveau populaire et comme dans le cas de l'acceptation des étrangers, ici aussi, le

(52) Japantoday, February 12, 2019.

grignotage de l’opinion publique est très avancé et les récents sondages montrent que celle-ci commence à modérer sa position dans le sens d’accepter, dans le futur, le changement de cette loi. Dans un sondage publié, le 3 mai 2018, à la veille du 71^{ème} anniversaire de la Constitution actuelle du Japon, 61 % des sondés étaient contre l’amendement de la constitution sous le Premier Ministre Abe et seulement 38% y étaient favorables. Mais en même temps le sondage indique que la majorité du public 58% estiment que le changement de la constitution est « nécessaire » ou « plutôt nécessaire » dans le futur et seulement 39% n’y voient pas de besoin. Plusieurs de ceux qui souhaitent la révision la justifient par l’obsolescence et le dépassement de certaines clauses du texte actuel. Un autre sondage publié le 10 mars 2019, montre que le Premier Ministre a encore du travail à faire pour convaincre ses compatriotes puisque 51,4% des sondés déclarent s’opposer à l’amendement de la constitution contre 33,9% qui y sont favorables⁽⁵³⁾ .

Mais il en demeure pas moins vrai, que depuis sa reconduction à la tête du PLD et du gouvernement, Abe est dans une position très forte, d’autant que l’opposition est faible et fort divisée. S’il réussit à amender la constitution , Abe va en fait exaucer le rêve des fondateurs du PLD et notamment de son grand-père maternel Kishi, qui avait renouvelé l’accord mutuel américano-nippon en 1961, pour se détacher de la trop pesante influence américaine. Ainsi modifier l’article 9 de la constitution et se libérer carrément de l’héritage de l’après-guerre, seraient le meilleur cadeau que le petit fils puisse offrir à son grand père qu’il dit bien admirer. Et c’est le moment ou jamais, « puisqu’aucun Premier ministre dans l’histoire du Japon n’a été aussi puissant qu’il ne l’est actuellement (Abe)» a déclaré le professeur X. Mellet⁽⁵⁴⁾ . Aussi la dernière «

(53) JapanToday, March 11, 2019. Le journal: The Mainichi, March 10, 2019. Sondage de Kyodo News, 10 mars 2019, réalisé par téléphone sur 740 foyers et 1218 téléphones portables.

conversation privée du Président Trump » à propos de retirer son pays de l’alliance américano-nipponne de défense qualifié « d’injuste » apporte en fait de l’eau au moulin d’Abe et lui donne un argument de taille pour continuer dans sa stratégie et persuader ses électeurs pour réaliser son plan⁽⁵⁵⁾ .

M. Mohamed Chourak

Université de Hiroshima,

Japon/ 2019

(54) Marine Jeannin, “Populisme au Japon: Shinzo Abe est le François Fillon japonais” une interview du Prof. Xavier Mellet, www.asialyst.com, 5 décembre 2018.

(55) L’information a été rapportée par Bloomberg News et démentie par la Maison Blanche. Mais moins d’une semaine plus tard, et à la veille de son déplacement à Osaka pour le Sommet de G20 (27 et 28 Juin 2019), le Président Trump a commenté l’Alliance américano-nipponne en déclarant notamment: “Si le Japon est attaqué, ce sera la troisième guerre mondiale. Nous les protégeons de nos vies. Mais si nous sommes attaqués, le Japon nest pas obligé de nous aider du tout. Il peut visionner l’attaque sur une télévision Sony” , www.nhk.world.news. En français du jeudi 27 Juin 2019.